

79.028

Konsequenzen aus dem Fall Jeanmaire. Bericht Conséquences de l'affaire Jeanmaire. Rapport

Berichte der Geschäfts- und der Militärkommission
des Nationalrates vom 29. Mai 1979 (BBl II, 231)

Rapports de la Commission de gestion et des affaires militaires
du Conseil national du 29 mai 1979 (FF II, 238)

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme von den Berichten

Proposition de la commission

Prendre acte des rapports

M. Soldini: Dans le rapport de la Commission de gestion consacré aux conséquences pour notre pays de l'affaire Jeanmaire, on cite un postulat que j'avais déposé, le 4 octobre 1976, sur le bureau de cette assemblée. Je demandais alors au Conseil fédéral de revoir toute la question de la protection du secret dans notre pays et, notamment, de prendre les mesures adéquates à l'endroit des représentations diplomatiques qui entretiennent un personnel exagérément nombreux sur notre sol. Dans sa réponse négative, le Conseil fédéral avait déclaré qu'il ne pouvait pas exercer d'influence sur l'effectif du personnel des ambassades étrangères afin de réduire le nombre de leurs membres s'occupant de renseignements.

Le rapport qui est aujourd'hui soumis à discussion précise que cette retenue de notre gouvernement suscite cependant des critiques accrues, tant dans le peuple qu'au sein du Parlement. Et l'on demande en conséquence que des mesures efficaces soient prises aux fins d'empêcher que la Suisse ne devienne une plaque tournante de l'espionnage en Europe.

Or, dans le courant de l'année 1978, le commandant de corps Senn, chef de l'Etat-major général, a publié un aide-mémoire traitant du contre-espionnage. Cet opuscule était destiné au personnel du Département militaire et, avec certaines modifications, à la troupe. Sa publication faisait partie, sauf erreur, des mesures de protection décidées par les autorités fédérales, à la suite de l'affaire Jeanmaire, au cours de laquelle de graves lacunes avaient été constatées en ce qui concernait le maintien du secret.

La brochure apporte des précisions sur la manière de «travailler» des services de renseignements étrangers et sur les consignes à observer par le personnel militaire comme par l'armée pour éviter des fuites préjudiciables à notre défense nationale. Elle donne aussi quelques exemples de cas d'espionnage découverts dans notre pays au cours des dernières années.

La Suisse, Etat neutre et siège de nombreuses organisations internationales est, nous affirme-t-on, une plate-forme de choix pour les services secrets de tous genres. Et si les pays occidentaux s'intéressent à nous, ceux du bloc de l'Est constituent, en la matière, une menace bien plus redoutable, comme l'a d'ailleurs illustré la trahison de Jeanmaire.

De 1948 à 1977, les services de sécurité helvétiques ont découvert 178 cas d'espionnage dans lesquels 302 personnes étaient impliquées dont 97 diplomates ou fonctionnaires appartenant à des représentations internationales officielles. De ces 178 cas élucidés, 54 concernaient des pays occidentaux ou assimilés alors que 124 relevaient de pays appartenant au bloc de l'Est.

Mais ce qui intéresse tout particulièrement les citoyens et les citoyennes que nous représentons ici, ce sont les suites judiciaires données par les autorités fédérales au cas des 97 diplomates ou fonctionnaires internationaux compromis dans des actions d'espionnage conduites au

détriment de la Suisse. Or, quand il n'est vraiment plus possible de fermer les yeux, nous nous contentons d'expulser en douceur l'un ou l'autre des agents secrets qui, sous le couvert des ambassades ou des institutions internationales, opèrent sur notre territoire. Et ces coups de balai occasionnels ne portent guère à conséquence: un espion de perdu, dix de retrouvés! C'est ainsi que, récemment, l'attaché d'ambassade Miagkow a rejoint son pays en catastrophe. C'est ainsi aussi que Vladimir Lobatchev, qui fut un des directeurs des Nations Unies à Genève et qui était régulièrement accusé par la presse internationale d'être un espion à la solde du KGB, a pu rester pendant six ans en poste à Genève avant de donner une grande réception à l'occasion de son départ. Un quotidien genevois – que l'on ne peut certes pas accuser de faire de l'anticommunisme primaire et viscéral – nous apprend qu'un autre soviétique, Youri Ponomarew, viendra superviser à son tour la division des conférences et des services généraux, l'un des deux grands services de l'ONU. Et qu'un autre Russe, Gely Dneprovsky, arrivé à Genève il y a peu de temps, fonctionne comme chef de la division du personnel et demande, paraît-il, un double pour tous les documents qui lui passent entre les mains.

Le rapport de la Commission de gestion nous indique que le Département politique fédéral fait valoir que l'effectif du personnel des ambassades étrangères, à Berne, s'est stabilisé depuis 1976. Quant aux missions diplomatiques basées à Genève, on nous fait savoir expressément «qu'elles ne sont pas accréditées auprès du Conseil fédéral, mais bien auprès des organisations internationales, de sorte que l'effectif de leur personnel – en croissance continue – échappe à l'influence des autorités suisses».

Je ne puis pourtant m'empêcher d'établir une comparaison avec ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique. Il y a quelques mois, deux fonctionnaires soviétiques des Nations Unies à New York, l'un employé au secrétariat de l'ONU et l'autre, haut personnage du Département des affaires politiques et du Conseil de sécurité, ont été reconnus coupables d'espionnage au profit de leur pays d'origine. Et ils ont été condamnés par un tribunal américain à de lourdes peines de prison pour avoir tenté de se procurer des documents militaires secrets.

Je me permets donc de demander respectueusement aux autorités fédérales concernées pourquoi la Suisse, qui n'est pas membre des Nations Unies, ne peut pas appliquer à l'encontre des nombreux espions-diplomates ou diplomates-espions qui truffent notre territoire et mettent en péril notre indépendance et notre neutralité, des mesures similaires à celles qui sont prises, en toute connaissance de cause, par la justice d'un pays membre à part entière de l'ONU, qui abrite le siège principal de cet organisme supranational?

Et c'est pourquoi je tiens à insister sur la recommandation no 1 soumise par notre Commission de gestion au Conseil fédéral, recommandation qui, je le rappelle, a la teneur suivante:

«Le Conseil fédéral est invité à saisir toute occasion de rappeler aux missions étrangères leurs obligations diplomatiques. Il est prié de se montrer sévère dans les cas d'expulsion de diplomates suspects d'espionnage et de montrer, par ses protestations, qu'il agira avec vigueur lors de nouvelles affaires d'espionnage.»

Cette pressante recommandation suffira-t-elle à redresser une situation très délicate et à sauvegarder l'honneur et l'indépendance de la patrie suisse comme le proclame notre formule du serment? Je ne saurais en jurer. Mais je vous remercie de votre attention.

Allgöwer: Ueber den Fall Jeanmaire müssen wir uns nicht mehr unterhalten; er ist durch die Gerichte erledigt. Er hat wohl auch die Sühne gefunden, die ihm gehört. Was uns aber interessiert, sind die Folgen. Ich möchte nur wenige Punkte erörtern:

1. Ich glaube, es war ein Fehler, dass wir nicht zum vorneherein die in unserem Geschäftsreglement vorgesehene Untersuchungskommission eingesetzt haben. Wenn heute zum Beispiel in der Panzerfrage wieder nach einer Untersuchungskommission gerufen wird, dann ist doch dieser Fall wesentlich weniger schlimm als das, was rund um Jeanmaire passiert ist. Ich glaube, wir sollten die Lehre ziehen, dass wir in solchen Fällen sehr rasch eine Untersuchungskommission einsetzen, die auch richterliche Befugnisse hat und die deshalb sehr viel umfassender und rascher zu einem Schluss kommen kann, um uns dann zu veranlassen, gewisse Folgerungen zu ziehen. – Das ist die eine Folgerung.

2. Zur Spionageabwehr und zur Spionagefrage überhaupt: Wir haben vor dem Krieg und auch während des Krieges mit grossem Vorteil nicht nur mit den offiziellen Stellen operiert in der Spionage und in der Spionageabwehr, sondern weitgehend auch mit privaten Helfern. Ich glaube, aus dieser Erfahrung dürfen wir den Schluss ziehen, dass sich mit Hilfe der privaten Spionageabwehr sehr vieles erreichen liesse. Das würde uns nicht nur finanziell entlasten, sondern es ist so, wie wir aus der Vorkriegszeit wissen, dass gewisse Beobachtungen rascher und leichter erfolgen, als wenn man das irgendwelchen professionellen Spionagebeauftragten übergibt. Ich wundere mich, dass nach dem vorliegenden Bericht die Spionageabwehr davon abhängig gemacht wird, ob der Personalstopp nicht aufgehoben wird. Wir dürfen die Abwehr doch nicht davon abhängig machen, wie wir uns in Zukunft in der Personalfrage verhalten.

3. Im Bericht der Militärkommission ist allzu vieles offen gelassen worden. Man spricht in den Schlussfolgerungen nur davon, man würde auf eine bestimmte Planung hinarbeiten; man würde die Beförderung flexibler gestalten; man würde dafür sorgen, dass gewisse Milizoffiziere auch zu Heereseinheitskommandanten ernannt werden könnten usw. Aber es fehlt auch zwei Jahre nach dem Vorfall eine klare Definition und eine klare Vorstellung dessen, was man in einer modernen Beförderungsverordnung festlegen soll. Sie wissen, dass man in der gesamten Privatindustrie dazu übergegangen ist, für jeden einzelnen, der irgendwie in eine höhere Charge aufsteigen kann, grosse Anstrengungen zu unternehmen, ihn ausbilden und beobachten zu lassen, über ihn Zeugnisse einzuholen usw. Da scheint mir, dass in der Armee viel zu wenig getan wird. Es handelt sich nicht in erster Linie darum, einen weiteren Spionagefall zu vermeiden; das wird hoffentlich nicht mehr eintreten. Aber was wir brauchen, ist eine Qualitätsverbesserung der höheren Kommandanten, und zwar um so mehr, als unsere Armee der technischen Entwicklung ihren Tribut zollen muss.

Unser ganzes Beförderungssystem ist noch nicht befriedigend gelöst. Ich habe seinerzeit vorgeschlagen, dass auch die Kameraden befragt werden müssten. Darauf wird nicht weiter eingetreten. Ich glaube aber gerade aus eigener Erfahrung in einem Grossbetrieb, dass die Befragung derjenigen, die mit dem vorgesehenen Vorgesetzten jahrelang gearbeitet haben, gewisse wichtige Rückschlüsse ergibt. Es braucht deswegen nicht ein Soldatenrat zu entstehen. Ich glaube aber, dass es notwendig ist, das Kameradschaftsurteil bei der Beurteilung zu berücksichtigen. Ich kann mich deshalb vom ganzen Bericht nicht befriedigt erklären, indem das Beförderungssystem noch nicht so ausgebaut worden ist, wie es einem modernen Apparat entsprechen sollte.

4. Die Instruktionsoffiziere: Ich habe schon seinerzeit gesagt, das schwierigste am Instruktionsoffizier sei, dass er einerseits der Befehlsgewalt seiner Vorgesetzten unterstehe und andererseits eine Freiheit haben sollte, um eigene Ideen zu entwickeln und eigene Initiativen zu zeigen. Er befindet sich in einer besonders schwierigen Situation. Wir dürfen uns wohl nicht damit begnügen, einfach immer nur festzustellen, dass wir 50 oder 60 oder 70 Instruktionsoffiziere zu wenig hätten, sondern wir müssen uns fragen:

Woher kommt das eigentlich? Der Hauptgrund, dass wir zu wenig Instruktionsoffiziere haben, liegt wohl darin, dass ihr Freiheitsraum, den sie brauchen, zu wenig klar umschrieben ist. Wenn die Instruktionsoffiziere Karriere machen wollen, sind sie normalerweise gezwungen, sich den Vorgesetzten fast hundertprozentig zu unterziehen. Ich glaube, dieses Instruktorienproblem und dieser Freiheitsraum der Instruktorien ist für die gesamte Armee und auch für die Führung – besonders auch für die höhere Führung – wichtig: dass wir eben dem Instruktionsoffizier jene Freiheit gewähren, die er auch als Kommandant braucht und die er seinerseits wieder den Kommandanten zubilligt, die er erziehen muss.

Zusammenfassend stelle ich fest, dass ernsthafte Arbeit geleistet worden ist. Es gibt aber einige Punkte, die meines Erachtens noch besser abgeklärt werden sollten.

Roth: Ich möchte mich kurz zu diesem Bericht äussern. Er ist betitelt mit «Konsequenzen aus dem Fall Jeanmaire» und ist in vier Teile gegliedert. Gegen die beiden ersten Teile habe ich nichts einzuwenden. Hingegen befremden mich die beiden letzten Abschnitte in folgender Richtung: Es ist für mich als gewöhnlicher Soldat und Bürger etwas unverständlich, dass man die Beförderungspraxis in der Armee so stark in Verbindung bringt mit dem Fall Jeanmaire. Brauchte es wirklich diesen Fall in seiner Verratsform, um unsere Beförderungspraxis in der Armee auf diese Weise zur Diskussion zu stellen? In Ziffer 312 schreibt die Kommission: «Milizoffiziere als Kommandanten von Divisionen und Armeekorps: Zurzeit ist Divisionär Moccetti, Kommandant der Gebirgsdivision 9, der einzige vollamtliche Kommandant einer Heereseinheit, der direkt aus der Miliz kam.» Das trifft sicher zu, doch verstehe ich nicht, dass man hier unterschwellig sagen will, wenn mehr Milizoffiziere auf hohe Kommandoposten gelangt wären, hätte sich der Fall Jeanmaire nicht zugetragen. Spionagetätigkeit, wie sie sich im Fall Jeanmaire gezeigt hat, schaffen Sie mit einem neuen Auswahlverfahren nicht aus der Welt. Die Ursache dafür liegt im einzelnen Menschen begründet, unabhängig davon, ob er nun aus der Gruppe der Miliz- oder der Berufsoffiziere stamme.

Ich bin also etwas befremdet, dass man die Beförderungspraxis in höhere militärische Ränge so eng mit dem Vergehen von Jeanmaire in Zusammenhang bringt. Ich hätte vielmehr erwartet, dass man dieses Problem in einer separaten Botschaft behandeln würde.

König, Berichterstatter: Der Bericht, den Ihnen die Geschäftsprüfungskommission und die Militärkommission vorgelegt haben, verfolgt den Zweck, über die Feststellungen Ihrer Kommissionen zur Zweckmässigkeit unserer Spionageabwehr und über die Massnahmen, die zur Verbesserung der Geheimhaltung dienen können, zu rapportieren. Er erfüllt nicht eine abschliessende Aufgabe. Wenn wir in unseren Berichten auch feststellen, dass nach unserer Überzeugung die vorhandene Organisation zweckmässig sei und funktioniere, obwohl gewisse Verbesserungen noch möglich sind, bleibt doch die Tatsache bestehen, dass keine Abwehrorganisation imstande ist, verbotenen Nachrichtendienst vollständig zu verhindern oder unmöglich zu machen. Sie müssen sich damit abfinden, dass es immer und überall eine Spionagetätigkeit gibt und dass es uns nie gelingen wird, alle Spione zur Strecke zu bringen. Man muss sich darauf beschränken, eine Organisation zu schaffen, die ein Maximum an Abwehr garantiert. Gleichzeitig muss man sich aber bewusst sein, dass nur ein Teil der Verbrecher entlarvt, überführt und an weiteren Vergehen gehindert werden kann. Dieser Teil muss so gross sein, dass der Gegner unsere Abwehr spürt, wodurch es uns vielleicht gelingt, die nachrichtendienstliche Tätigkeit gegen unser Land möglichst nutzlos zu machen. Die Aufgabe muss weiterhin vom Bundesrat erfüllt werden. Es ist eine Daueraufgabe, wobei die Abwehr immer wieder den neuen Verhältnissen angepasst werden muss und wofür der Bundesrat die Verantwortung trägt. Wir ha-

ben nicht die Absicht, ihn von dieser Aufgabe und Verantwortung zu entbinden. Das Geschäft geht jetzt wieder an den Bundesrat zurück zur weiteren dauernden Bearbeitung.

Wir haben uns in unsere Aufgabe so geteilt, dass ich die Fragen beantworten werde, die sich auf den Bereich der Geschäftsprüfungskommission beziehen, während Herr Delamuraz zu Fragen Stellung nehmen wird, welche die Militärkommission betreffen.

Gegenüber Herrn Soldini halte ich folgendes fest: Es geht aus unserem Bericht deutlich hervor, dass die Verbindungen, die das Politische Departement durch seine Missionen im Ausland unterhalten muss, naturgemäss eine Schwachstelle für illegalen Nachrichtendienst sind; denn diese Verbindungen haben ja den Zweck, legalen Nachrichtendienst zu betreiben, wobei das Risiko, dass die Kanäle dann auch für illegale Zwecke missbraucht werden, auf der Hand liegt. Im Bericht wird deutlich aufgezeigt, wie schwierig es ist, auf diesem Gebiet Ordnung zu halten. Ich glaube, die Bemühungen unserer Kommission haben mindestens dazu geführt, dass sich die verantwortlichen Leute im Politischen Departement und der Bundesrat darüber klaren sind, dass die Schwachstelle ganz besonders und dauernd überwacht werden muss. Als Erschweris kommt hinzu, dass Genf Sitz zahlreicher internationaler Organisationen ist. Als Gastland der UNO haben wir Verpflichtungen übernommen, die wir einhalten müssen. Zu Recht empfindet das Volk diese Verpflichtungen im Hinblick auf die nachrichtendienstliche Tätigkeit als einen grossen Nachteil; um so mehr ist es Aufgabe der Behörden, der Situation Rechnung zu tragen. Die Kommission hat vor allem Wert darauf gelegt, dass eine intensive Ueberwachung stattfindet und dass energisch durchgegriffen wird, wenn verbotener Nachrichtendienst entdeckt wird.

Was die Organisation der Abwehr anbelangt, kann ich Herr Allgöwer trösten. Die Organisation des Abwehrdienstes ist im Grundsatz so wie zur Zeit des Aktivdienstes. Ich habe hier eine gewisse Erfahrung und kann das besser beurteilen, weil ich während vier Jahren in der Aktivdienstzeit als stellvertretender Kommandant der militärischen Abwehr tätig war. Der Umstand, dass im Grunde genommen die Hauptabwehr die kantonalen Stellen übernehmen und dass die Bundespolizei nur die Zentrale darstellt, ist eine hohe Gewähr dafür, dass auch die privaten Kreise mit erfasst werden und dass auf ihre Mitwirkung gezählt werden kann. Wir müssen uns aber über eines im klaren sein: Die Verhältnisse während des Aktivdienstes waren anders; die damalige Gefahr alarmierte das ganze Volk. Und ich erinnere mich an die Zeit der Bekanntgabe der Todesurteile; es war geradezu unerhört, welche Sintflut von Meldungen der Abwehrorganisation zugetragen worden ist! Diese Quelle fliesst in der heutigen Zeit nicht in gleichem Masse; aber die Organisation ist vorhanden; es ist eine Garantie dafür geschaffen, dass wir auch diese Quelle dort, wo sie zu fliessen beginnt und benutzt werden kann, ausschöpfen. Ich glaube also, Herr Allgöwer darf auch in dieser Beziehung beruhigt sein.

Zusammenfassend erkläre ich noch einmal: Wir haben uns davon überzeugt, dass die Organisation zweckmässig ist, auch, dass gewisse Probleme noch gelöst, Lösungen verbessert werden müssen, vor allem der Uebergang der zivilen Organisation in eine militärische des Aktivdienst- oder des Kriegszustandes, aber das Ganze marschiert. Man sollte meinen, dass es gelingen sollte, Spionagefälle zu verhindern oder sie in möglichst grosser Zahl zur Entdeckung zu bringen.

M. Delamuraz, rapporteur: Ainsi que M. König vous l'a dit, vos deux rapporteurs se sont répartis la tâche. M. König intervient en ce qui concerne les chapitres du rapport de gestion (et l'intervention de M. Soldini, de même que la première partie de l'intervention de M. Allgöwer portaient sur ces sujets). Je réponds moi-même aux observations qui ont trait au chapitre rédigé par la Commission des affaires militaires de votre Conseil. J'ai donc l'honneur de

répondre à la seconde partie de l'intervention de M. Allgöwer et à celle de notre collègue Roth. Je commencerai par cette dernière parce que M. Roth pose en réalité un problème de principe, qui est le problème de la méthode de travail de notre commission.

Il dit en substance qu'il ne comprend pas la liaison qui a été établie, dans le rapport de la commission entre l'odieuse affaire de trahison Jeanmaire, d'une part, et, d'autre part, toutes sortes de considérations qui concernent les méthodes d'avancement, les méthodes de sélection des officiers dans notre armée. On a établi là une liaison, incompréhensible pour lui, entre deux objets qui sont fondamentalement indépendants l'un de l'autre.

Je réponds à notre collègue que la commission a accompli tout simplement la mission que vous lui aviez confiée. Sa mission sur ce point particulier était la suivante. Partant de la considération qu'il est tout de même extraordinaire qu'un officier félon comme Jeanmaire ait pu, pendant des années et des années, trahir son pays sans que nul ne s'en aperçoive et qu'il est plus extraordinaire encore que cet homme, dont les qualités morales se sont révélées si lamentables, ait pu être, à un moment donné, choisi pour l'avancement, enfin qu'on ait pu en toute tranquillité lui attribuer des missions, des fonctions et un grade qui, manifestement, n'étaient pas faits pour lui, on s'est demandé si les méthodes d'avancement étaient mauvaises, si les moyens de sélection n'étaient pas suffisamment rigoureux ou si les choix s'opéraient selon une systématique insuffisante. La Commission militaire devait donc étudier – c'est là une conséquence positive à tirer de l'affaire Jeanmaire – si, maintenant, les méthodes en usage nous font courir un semblable risque ou si, au contraire, ces méthodes ont été à ce point améliorées qu'on peut estimer que, dorénavant, la répétition d'un tel cas n'est pas possible.

C'est à cette question-là, mon cher collègue Roth, que nous avons tenté de répondre. Mais il est bien évident que, pour pouvoir y répondre, nous devons analyser l'ensemble des méthodes que le Département militaire fédéral et l'armée ont mises en place pour le choix des officiers et des hauts commandants. Cela nous a conduits inévitablement à faire un certain nombre de réflexions sur la généralité, sur la globalité du sujet, encore que je reconnais bien volontiers avec vous que certaines parties de ce rapport ne soient pas nécessairement en relation avec l'affaire Jeanmaire. Cependant, je crois qu'on nous aurait fait à juste titre le reproche d'avoir été incomplets si nous n'avions envisagé qu'une petite partie des choses et, en définitive, il était légitime de vous livrer un rapport global dans la forme que vous connaissez, pour que vous ayez une vue complète de la situation et que vous puissiez intercaler le cas particulier Jeanmaire dans ce contexte. Telle est la signification de ce rapport. N'en voyez aucune autre et comprenez qu'il s'agissait, pour votre commission, d'être aussi complète que possible et de tendre même à être exhaustive.

J'en viens à l'intervention de notre collègue Allgöwer, que je lie à celle de notre collègue Roth, pour reconnaître avec lui la relativité de toutes les méthodes. Sans doute, personne dans cette salle, pas plus que ceux qui ont des responsabilités dans l'armée ou le chef du Département militaire, ne peut vous assurer que, dorénavant, les méthodes de sélection sont telles dans notre armée que le risque même d'une opération Jeanmaire soit définitivement écarté. Personne ne peut avoir une telle prétention. Il est clair que la matière humaine est difficile à saisir, qu'on n'enferme pas des tempéraments ni des défaillances dans un règlement, dans un système absolument rigide et rigoureux et qu'il y a toujours, il faut le dire, dans quelque société humaine qu'on se trouve, des risques de défaillance. Mais au moins la leçon aura-t-elle porté ses fruits en ce sens que, dès avant même qu'on en connaisse toutes les implications, des méthodes plus rigoureuses de sélection ont été mises en place. Il est vrai aussi que l'on a au moins, par les décisions qui ont été prises et par celles

que nous incitons le Conseil fédéral à prendre de surcroît, considérablement limité les risques d'une répétition de semblable opération. M. Allgöwer connaît ces problèmes mieux que moi puisqu'il les a connus de l'intérieur et il a sans doute le souvenir de méthodes que je qualifierai d'artisanales, qui présidaient au recrutement et à la sélection des officiers dans notre armée il y a de nombreuses années. Je dois dire que ces méthodes ont été considérablement améliorées. On a tendu à beaucoup plus de rigueur, à beaucoup plus de systématique et on s'est essayé à une certaine planification. J'en veux pour preuve ce document, dont nous demandons par ailleurs la publication, issu du chef de l'Etat-major général en 1969 et qui s'intitule: «Grundlagen zu einem Planungskonzept für die Besetzung höherer Stellen in der Armee und Militärverwaltung».

Par rapport à l'état antérieur, ces précisions, les méthodes mises en place apportent une incontestable amélioration et, de surcroît, si elles sont publiées comme nous le demandons dans notre conclusion a («préparer un projet définitif de texte, ordonnance ou autre forme appropriée, qui réglerait la planification du personnel entrant en ligne de compte pour occuper des positions importantes de l'armée et de l'administration militaire»), on aura fait sans doute un pas supplémentaire et utile.

Je tombe d'accord avec notre collègue Allgöwer sur le fait qu'il faut s'efforcer de planifier la carrière des jeunes officiers qui sont pleins d'espoirs, de manière à ne pas les laisser dans l'incertitude de leur carrière.

Il me permettra deux remarques à ce propos.

La première est qu'il faut sans doute s'inspirer aussi à l'armée des méthodes de sélection de l'entreprise privée, mais, dans ce cas, tout parallèle n'est pas absolument possible parce qu'il y a dans l'armée, pour des raisons démocratiques et de connaissance du métier, la nécessité absolue de passer de grade en grade, ce qui n'est pas absolument le cas dans le secteur privé; or celui qui a montré des talents exceptionnels au grade de capitaine ou de major peut se révéler moins bon commandant de régiment et moins apte encore à prendre un commandement supérieur. Le dépistage, à cet égard, est rendu un peu compliqué par une hiérarchie plus rigoureuse que le système de l'avancement civil.

La seconde remarque que je voudrais faire à M. Allgöwer est celle-ci: lorsqu'il réclame l'intervention ou l'avis des camarades dans le dossier du candidat, il reprend une vieille proposition qui a été actualisée récemment et que la commission militaire, dans sa délégation, a examinée longuement. Nous avons dû nous rendre à l'évidence que cette procédure de sélection n'était pas conforme à ce que nous voulions atteindre et qu'en réalité, au lieu de choisir le meilleur commandant à la meilleure place, on créerait en quelque sorte un «hit-parade» de la popularité chez ses camarades; ce n'est pas vraiment ainsi que l'on peut parvenir à une sélection heureuse.

Réclamer davantage de liberté, réclamer davantage de planification pour la carrière des officiers instructeurs est sans doute légitime; nous partageons ce sentiment, mais nous rendons finalement M. Allgöwer attentif au fait que l'absence ou l'insuffisance de ces deux facteurs n'est pas la seule raison des difficultés du recrutement qu'on a pu connaître dans les années fastes; il y avait sans doute une raison sociale importante qui a dissuadé, à l'époque, un certain nombre de jeunes officiers de faire la carrière militaire. Je crois qu'il était opportun d'ajouter cet argument pour bien relativiser les choses et pour bien vous faire saisir que tout n'est pas imputable aux méthodes de recrutement qui, par ailleurs – je vous l'ai dit et je vous le répète – se sont remarquablement améliorées ces dernières années.

Bundesrat Gnägi: Gestatten Sie mir auch einige kurze Bemerkungen. Der Bericht ist in zwei Teile gegliedert, der erste ist betitelt «Geschäftsprüfungskommission», und hier geht es um die Abwehrmassnahmen in der Schweiz. Ich

glaube, ich kann hier erklären, dass der Bundesrat sich der Bedeutung dieser Abwehrmassnahmen in Anbetracht der Zunahme der Bedrohungen in neuer Form wie Terrorismus usw. bewusst ist; sowohl das Politische Departement als das Justiz- und Polizeidepartement und das Militärdepartement prüfen alle Massnahmen, die hier empfohlen werden.

Ich möchte nur zur Frage von Herrn Soldini sagen, dass die Spionagetätigkeit sicherlich zugenommen hat und dass daher Massnahmen getroffen worden sind, um dieser begegnen zu können. Ich stelle mit Genugtuung fest, dass die Zusammenarbeit zwischen dem Politischen Departement, dem Justiz- und Polizeidepartement und dem Militärdepartement über die UNA verbessert werden konnte. Ich habe hier ein Schreiben vor mir vom verantwortlichen Unterstab für Generalstabsdienste, Unterstabchef Nachrichten und Abwehr, der in diesem feststellt, dass die Zusammenarbeit zwischen der Bundespolizei und dem Sicherheitsdienst der Armee neu überprüft wurde und dass eine Ueberführung der Friedensorganisation in die Kriegsorganisation besser, als das im letzten Weltkrieg der Fall gewesen ist, vorbereitet ist, so dass in dieser Richtung einigen Empfehlungen, wie sie im Bericht ausgeführt wurden, bereits Rechnung getragen wurde. Jedenfalls kann ich im Namen des Bundesrates sagen, dass der Bundesrat diese Empfehlungen auf den Seiten 9 und 10 des Berichtes überprüfen wird und diejenigen berücksichtigen wird, denen Rechnung getragen werden sollte.

Zu den Ausführungen von Herrn Allgöwer über die Person Jeanmaire: Dabei möchte ich zum zweiten Bericht übergehen und hier nur sagen, ich teile die Auffassung, dass der Fall Jeanmaire ein Einzelfall bleiben muss. Aber es ist sicher so, wie Herr Delamuraz gesagt hat: Es ist nicht möglich, dass wir alles verhindern können; denn auch hier spielt der Faktor Mensch eine Rolle, und Fehler werden nie absolut auszuschliessen sein. Ob das Parlament eine Untersuchungskommission hätte einsetzen sollen? Es ist Ihre Aufgabe, darüber zu befinden.

Was nun die Beförderungen anbetrifft, so ist mit Recht darauf hingewiesen worden, dass bereits im Jahre 1969 gewisse Änderungen vorgenommen worden sind. Das wurde auch von der Kommission anerkannt, und ich bin froh, dass die Untergruppe der Militärkommission, die diese militärische Angelegenheit behandelt, die Frage der Beförderung sehr gründlich an die Hand genommen und auch sehr einlässlich dazu Stellung genommen hat. Besonders die Frage der Milizoffiziere als Kommandanten von Divisionen und Armeekorps beschäftigt das Militärdepartement seit längerer Zeit; den Vorschlag, der auf den Seiten 18 und 19 gemacht wurde, werden wir prüfen. Ich möchte aber gewisse Vorbehalte anbringen. Es wird kaum möglich sein, dass wir Milizoffiziere anders behandeln können als die Gesamtheit der Offiziere in der Armee. Es wird gesagt, man sollte dies ähnlich handhaben wie in der Privatindustrie. Dort gibt es nur eine Kategorie, während in unserem Milizheer die beiden Kategorien Instrukturen und Milizoffiziere vorhanden sind, und es ist hier zweifellos ausserordentlich schwierig, ein Sonderstatut für Milizoffiziere zu errichten. Wir werden diese Vorschläge prüfen, aber es wird sehr schwierig sein, hier eine befriedigende Lösung zu finden.

Das sind die Bemerkungen, die ich anbringen wollte. Auch wir werden beim zweiten Bericht die Schlussfolgerungen der Kommission untersuchen und übernehmen. Punkt A wird in nächster Zeit erledigt werden. Die Möglichkeit, die Milizoffiziere etwas besser zu befördern, werden wir prüfen und die Kommission entsprechend orientieren.

Präsident: Die Kommission beantragt, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Ein anderer Antrag ist nicht gestellt; Sie haben so beschlossen.

Konsequenzen aus dem Fall Jeanmaire. Bericht

Conséquences de l'affaire Jeanmaire. Rapport

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1979
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	79.028
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1979 - 14:45
Date	
Data	
Seite	738-741
Page	
Pagina	
Ref. No	20 007 667

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.